



Pour le patron d'EELV, David Cormand, l'annonce de Ségolène Royal sur les centrales nucléaires « met à mort la loi de transition énergétique ».

EDITORIAL

Raté



Le report du projet de loi El-Khomri, sous la pression des syndicats et de l'opinion, montre bien les limites de la méthode forte. Lancée à coup de déclarations volontaristes, mais sans concertation, débat ni sensibilisation de l'opinion, la réforme du travail, telle qu'elle était annoncée, a fait long feu. En même temps, si l'on veut réformer notre modèle social, il ne faut pas espérer un consensus syndical ! La seule issue est démocratique. Seule une élection peut valider des réformes d'une telle ampleur. Ou un référendum. Cela exige un texte lisible, mais aussi de convaincre, argumenter, avec des évaluations, des comparaisons... On ne gouverne pas à coups de menton.

C. Lebedinsky/Challenges

Hervé Mariton défend seul son « printemps » libéral

« JE ME PRÉSENTE parce que je pense que l'intérêt de la France commande qu'un candidat libéral porte le projet d'une société ouverte. » Hervé Mariton (issu de l'UDF et du Parti républicain) est en effet le seul candidat à la primaire de droite résolument libéral. « Dans mon camp, les anciens gaullistes se sont modernisés en libéraux. Mais ils conservent une vision très verticale du pouvoir. » Lui veut renouer avec une tradition plus girondine.

Son credo économique, exposé dans son livre paru le 2 mars, *Le Printemps des libertés*, est un concentré de propositions radicales. Le député-maire LR de Crest (Drôme) préconise une révolution fiscale avec, bien sûr, la suppression de l'ISF, mais aussi la création d'une *flat tax* pour l'impôt sur le revenu et les revenus du capital, avec deux taux d'imposition seulement : 15% pour les revenus de plus de 8000 euros et 2% au-dessous. Il veut en finir avec la sécurité sociale héritée de l'après-guerre, trop coûteuse, au profit d'un système obligatoire minimum géré par l'Etat et le développement de régimes complé-



Loïc Venetier/AFIP

mentaires. Supprimer les régimes spéciaux, abroger la loi SRU, réduire le montant du smic pour les chômeurs de longue durée, rallonger la durée légale du travail de 35 à 40 heures... Et pour surveiller la dépense publique, il propose de rattacher la Cour des comptes au Parlement afin de créer un organisme d'évaluation puissant, à la manière du Congressional Budget Office américain.

Pour l'heure, Mariton est surtout connu pour ses positions pas du tout libérales en matière sociétale, et notamment son hostilité au mariage pour tous. Il ne recueille que 1% d'intentions de vote, mais croit qu'il peut être « l'heureuse surprise de cette primaire ».

VERBATIM

Déchainée. Nadine Morano veut profiter de la primaire pour s'emparer des sujets qui fâchent : « Les *Mistral*, *Ecomouv'* qui a coûté 1,4 milliard, les emplois aidés, les contrats de génération, la politique familiale... »

Ancré. Xavier Bertrand, qui est en quasi-lévitiation depuis qu'il a été élu à la tête de la région Nord et qui a bondi dans les sondages, ne jure plus que par le local : « C'est par la base que le système politique se régénérera. »

Lancé. Jean-Vincent Placé veut réactiver certains chantiers initiés par Thierry Mandon. Avec trois priorités : la numérisation de l'administration, la simplification pour les entreprises et l'*open data*. Il y croit : « Je travaille 60 heures par semaine et les équipes sont de grande qualité. »

Jean-Marc Ayrault remet l'Europe au programme

L'INVERSE DE SON PRÉDÉCESSEUR.

Au cours des quatre années à la tête du Quai d'Orsay, Laurent Fabius a délaissé l'Union européenne, préférant les conflits lointains, multipliant les tours du monde. Selon son entourage, eurosceptique en 2005 (il avait appelé à voter non au référendum), il était même devenu europessimiste, voire eurodésespéré. Jean-Marc Ayrault, lui, veut « redonner un sens et une perspective



S. Camparolo/AP/Sipa

Le numéro deux du gouvernement réjouit Berlin et prône une « Europe différenciée, où ceux qui veulent aller vers plus d'intégration ne soient pas entravés ».

à l'Europe », comme il l'avait déclaré en janvier dans le journal des sociaux-démocrates allemands *Vorwärts*. Il a effectué son premier déplacement en Ukraine, en compagnie de son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, « mon

ami ». Un duo de vieux copains qui a réjoui Berlin. Et adouci les effets du coup de menton de Manuel Valls envers la politique d'accueil des réfugiés d'Angela Merkel. Le numéro deux du gouvernement est non seulement un germanophile,

mais aussi un Européen convaincu. Il aime à dire qu'il est né l'année de la déclaration Schuman (1950). Partisan d'une « Europe différenciée, où ceux qui veulent aller vers plus d'intégration ne soient pas entravés », Ayrault a plaidé lors de sa prise de fonctions pour que les plus motivés « se retrouvent vite sur une ambition renouvelée ». Aura-t-il le temps, en quatorze mois, d'imprimer sa marque ? **S. S.-A.**